

SOMMET MONDIAL 2005

RÉUNION PLÉNIÈRE DE HAUT NIVEAU | 14-16 SEPTEMBRE 2005



» PRENDRE L'ÉLAN NÉCESSAIRE POUR METTRE FIN À LA PAUVRETÉ

DES TENDANCES POSITIVES ET DE NOUVEAUX ENGAGEMENTS — MAIS IL FAUT FAIRE DAVANTAGE POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT

Le Sommet mondial de 2005 couronnera une période dynamique dans le développement, offrant une occasion de dresser le bilan des progrès et de prendre les mesures clés qui s'imposent pour accélérer les efforts mondiaux afin d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et leur cible suprême, qui est de réduire de moitié l'extrême pauvreté d'ici à 2015.

La nouvelle des progrès réalisés par les économies de marché émergentes — sous l'impulsion de puissantes locomotives telles que le Brésil, la Chine et l'Inde — est passée des pages « Économie » à la première page des organes de la presse mondiale. Les pays en développement sont en train de se tailler une place plus importante dans le commerce international, et des tendances analogues s'affirment dans l'investissement transfrontalier (voir tableau 1). Depuis 2003, les économies en développement ont enregistré une forte croissance, qui se distribue presque également entre l'Amérique latine, l'Afrique et l'Asie.

Un « partenariat mondial pour le développement » est également allé de l'avant. Les pays en développement déploient des efforts pour mettre en place des

politiques et investissements favorables à une croissance économique soutenue, luttent contre la corruption et donnent priorité aux dépenses de santé et d'éducation. Pour leur part, les pays développés ont élevé le niveau de l'aide publique au développement (APD), qui est passée de 52 milliards de dollars en 2002 à près de 79 milliards de dollars en 2004, à la suite du Sommet du Millénaire de 2000 et de la Conférence internationale sur le financement du développement, tenue en 2002 à Monterrey (Mexique). Les accords atteints au sommet du Groupe des Huit en juillet 2005 porteront ce total à 129 milliards de dollars d'ici à 2010. La rencontre du G8 a été d'autre part l'occasion d'approuver un plan qui annulerait une dette extérieure de 40 milliards de dollars en faveur de 18 pays à faible revenu.

Les accords sur le financement du développement et sur le développement durable conclus à Monterrey et au Sommet de Johannesburg (2002), respectivement, sont essentiels pour faire progresser le partenariat entre pays développés et pays en développement. Les termes de ces accords prévoient que les pays en développement encourageront une gouvernance favorable au marché, responsable sur les plans social et écologique,

Tableau 1. Rôle en voie d'extension des pays en développement dans le commerce mondial et l'investissement

2 038 milliards de dollars	Valeur des exportations des pays en développement en 2000
2 984 milliards de dollars	Valeur en 2004
5,8 %	Taux annuel moyen de croissance des exportations des pays développés, 2001-03
7,4 %	Taux annuel moyen de croissance des exportations des pays en développement, 2001-03

Source : *World Economic Situation and Prospect 2005*, Département des affaires économiques et sociales (ONU).

158 milliards de dollars	Flux d'investissement étranger direct vers les pays en développement en 2002
255 milliards de dollars	Flux d'investissement étranger direct vers les pays en développement en 2004
23 %	Part des flux mondiaux d'IED recueillie par les pays en développement en 2002
42 %	Part des flux mondiaux d'IED recueillie par les pays en développement en 2004

Source : *World Investment Report 2004*, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), et mise à jour en 2005.

soulignant l'importance de la discipline, de l'équité et de l'ouverture, et luttant contre la corruption. Sur cette base de départ, les pays développés conviennent de fournir une aide là où elle est nécessaire et de promouvoir un environnement international favorable au progrès des échanges, de l'investissement et de la technologie dans le monde en développement.

Le défi lancé par les Objectifs du Millénaire pour le développement a eu un impact marquant sur les gouvernements — y compris ceux des pays donateurs — et sur les institutions financières internationales, la société civile et les médias. Un débat souvent animé s'est déroulé sur la manière d'atteindre les OMD et les autres objectifs de développement élaborés lors des conférences mondiales. On s'accorde maintenant à reconnaître que s'attaquer à la pauvreté et y mettre fin un jour sont des tâches réalisables qu'il ne faut pas retarder plus longtemps ou rejeter en les tenant pour des entreprises utopiques.

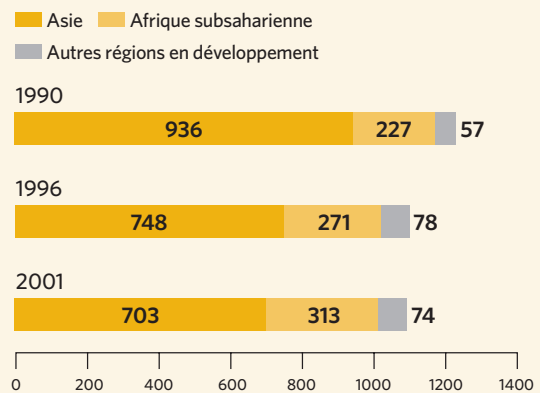
LA PAUVRETÉ N'EST PAS ENCORE RELÉGUÉE DANS LE PASSÉ

Mais cette évolution positive est contrebalancée par des points faibles.

Comme le projet Objectifs du Millénaire l'a montré dans son rapport de janvier 2005 (voir www.unmillenniumproject.org), plusieurs des nations les plus pauvres n'ont pas encore acquis un élan suffisant en matière d'exportations ni recueilli un flux d'investissement assez nourri pour échapper au « piège de la pauvreté ». Beaucoup de ces pays — paralysés par des marchés internes faibles et le bas niveau de développement humain, aussi bien que par l'isolement géographique, les guerres civiles, les maladies épidémiques ou une combinaison de ces trois facteurs, et d'autres encore — se trouvent en Afrique.

Les progrès économiques ont libéré des centaines de millions de personnes de l'extrême pauvreté, mais des centaines de millions d'autres traînent de l'arrière (voir *diagramme 1*). Non seulement en Afrique, mais dans de nombreuses parties du monde, les Objectifs du Millénaire pour le développement — portant sur la santé, l'éducation, les femmes et les filles, et l'environnement — ne seront pas atteints d'ici à 2015 en l'absence d'une action plus énergique et d'interventions focalisées.

Diagramme 1. Nombre de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour (en millions)



Source : Rapport sur les Objectifs du Millénaire pour le développement, 2005, ONU.

La récente annulation de dettes de 40 milliards de dollars est totalement négligeable en comparaison du montant total de la dette des pays en développement, qui s'élève à 1 800 milliards de dollars. Les négociations commerciales entamées en 2001 à Doha (Qatar), qui visent à donner des chances égales aux pays en développement, n'ont progressé que lentement. Et, bien que la hausse des cours des produits de base, ces dernières années, ait aidé à alimenter une croissance rapide, ils sont encore inférieurs aux chiffres atteints dans le passé.

QUELQUES PROPOSITIONS ESSENTIELLES

Durant les négociations qui ont précédé le Sommet mondial de 2005, l'accent a porté sur divers problèmes clefs, du commerce, de l'aide et de la dette à la santé et à l'éducation, aussi bien qu'à l'emploi, aux migrations, à la science et à la technologie.

Les pays donateurs ont parlé d'atteindre l'objectif fixé de longue date par l'ONU, qui est de consacrer à l'aide au développement 0,7 % du revenu national. L'année dernière, les donateurs n'ont décaissé que 0,25 % de ce revenu au bénéfice de l'APD, c'est-à-dire considérablement moins que les décennies précédentes (voir *tableau 2*). Il est encourageant de constater qu'au printemps 2005 l'Union européenne s'est officiellement engagée à atteindre la cible de 0,7 %.

Des propositions en vue de créer d'**autres sources possibles de financement** ont été avancées — comme un Fonds de financement international, qui accélérerait la prestation de l'aide au développement en contractant des emprunts garantis par les engagements futurs, de manière à fournir une aide de l'ampleur nécessaire pour atteindre les OMD d'ici à 2015. Le débat a tourné, outre la question d'atteindre rapidement le taux de 0,7 %, sur la capacité des pays pauvres à absorber l'aide accordée. On a reconnu l'importance du commerce, de l'investissement et de l'environnement interne offert à l'activité économique.

Les « **gains rapides** » ont obtenu un large appui. Il s'agit d'interventions à faible coût, animées par les pays et soutenues par les donateurs, consistant, par exemple, à distribuer des moustiquaires antipaludisme, à fournir des repas scolaires gratuits au moyen d'aliments produits sur place, et à renoncer aux frais d'utilisateurs pour l'enseignement primaire et les services de santé.

Un soutien de principe s'est dessiné en faveur du succès final des négociations commerciales de Doha, et le Sommet pourrait fournir à cet égard un élan. Il sera nécessaire d'en élaborer les clauses effectives à la réunion ministérielle de l'OMC qui se tiendra à Hong Kong en décembre; mais une proposition soumise au Sommet de l'ONU, accordant un accès en franchise et

sans quota aux importations des pays les moins avancés (PMA), pourrait être promulguée hors du cadre des entretiens de l'OMC. La représentation des pays en développement à l'OMC et dans les institutions de Bretton Woods — Banque mondiale et Fonds monétaire international — a également retenu l'attention, de même que le rôle de l'ONU dans la formulation des politiques de développement.

Le réchauffement planétaire et les changements climatiques ont fait l'objet de débats animés. Il est de plus en plus généralement reconnu que les **changements climatiques** sont un fait établi et qu'ils entraînent des conséquences troublantes, sinon désastreuses. Mais des divergences subsistent sur les mesures à prendre, entre autres sur l'efficacité du Protocole de Kyoto. Les gouvernements ont aussi traité de la nécessité de mettre en place des mécanismes qui entreront en vigueur après l'expiration, en 2012, de la première période d'application du Protocole de Kyoto.

La lutte contre le **VIH/sida** reste au premier plan de l'agenda du développement. Il a été reconnu que la **science** et la **technologie** occupent une place fondamentale dans le processus de développement. L'égalité des sexes et l'habilitation des femmes sont apparues comme des conditions primordiales de la réalisation des OMD, et la nécessité de faire progresser les droits des femmes a été réaffirmée.

Tableau 2. Baisse et hausse de l'aide au développement, mesurée en proportion du revenu national des pays développés

> 0,5	Pourcentage du revenu national brut des pays développés consacré à l'APD dans les années 1960
0,36	Pourcentage du RNB des pays développés consacré à l'APD en 1988
0,31	Pourcentage consacré à l'APD en moyenne en 1992-93
0,21	Pourcentage consacré à l'APD en 2000
0,25	Pourcentage consacré à l'APD en 2003 et 2004
0,7	Taux fixé par l'ONU que les pays donateurs devraient prélever sur leur RNB et consacrer à l'APD. Onze pays de l'Union européenne se sont engagés à atteindre cet objectif d'ici à 2015. Actuellement, cinq autres pays atteignent ou dépassent cet objectif (Danemark, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas et Suède)
226 dollars	Coût moyen annuel par personne, dans les pays donateurs, qui correspondrait au financement de l'APD au taux de 0,7 % du revenu national (en 2002)

Chiffres et pourcentages dérivés des statistiques de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Le Secrétaire général a récemment déclaré que les **migrations** constituent l'un des nouveaux thèmes majeurs de l'ONU au XXI^e siècle. On reconnaît de plus en plus le lien entre les migrations internationales et le développement, ainsi que la nécessité de coordonner les efforts entre pays de départ et pays d'accueil, pour maximiser les bénéfices des migrations et faire face aux problèmes qu'elles soulèvent. Le débat sur ces négociations progressera avec le rapport d'une commission indépendante sur les migrations, qui doit présenter ses conclusions en octobre prochain. En 2006, l'Assemblée générale promouvra aussi un dialogue de haut niveau sur les migrations et le développement.

Les propositions qui seront présentées aux chefs d'Etat et de gouvernement au Sommet mondial de 2005 ont tenu compte des **pays ayant des besoins spéciaux**, c'est-à-dire les pays les moins avancés, les pays en

développement sans littoral et les petits Etats insulaires en développement. La nécessité d'un soutien international à cette dernière catégorie de pays s'impose de plus en plus à l'attention. L'an dernier, la catastrophe du tsunami a rappelé avec force la vulnérabilité des îles et des littoraux, tandis que les pentes et les zones montagneuses sont pareillement vulnérables aux glissements de terrain et aux séismes.

Les **besoins spéciaux de l'Afrique** demeurent une priorité. Les récents progrès économiques accomplis sur le continent et la mise en place du nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) offrent des lueurs d'espoir. C'est aussi le cas de la promesse faite cette année par le G8 de doubler l'aide à l'Afrique d'ici à 2010, ainsi que des mesures d'ouverture de marchés comme celles prises par les Etats-Unis.